Document generated on 06/10/2025 4:37 a.m.

Recherches sociographiques

Maurice PINARD, *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics*

Vincent Lemieux

Volume 12, Number 3, 1971

Minorités francophones

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055549ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055549ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Lemieux, V. (1971). Review of [Maurice PINARD, *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics*]. *Recherches sociographiques*, *12*(3), 392–394. https://doi.org/10.7202/055549ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1971

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Enfin, Michel Chaloult dans un chapitre remarquable, mais trop court à notre avis, reprend plusieurs des questions évoquées précédemment et en soulève beaucoup d'autres en plaçant l'analyse, cette fois-ci, au niveau local et régional. Ainsi, d'autres conflits et d'autres clivages apparaissent qui accentuent la complexité du phénomène électoral : « conflits non seulement entre urbains et ruraux, écrit-il, mais entre comtés, entre deux sections du même comté, entre deux paroisses, entre différentes parties d'une même paroisse » (p. 127). Le texte de Chaloult propose plusieurs perspectives d'analyses stimulantes et, comme lui, il faut souhaiter que se multiplient des études locales et régionales qui débordent le cadre trop limité de la statistique électorale pour s'interroger sur la psychosociologie de l'électeur et les caractéristiques de la vie politique dans des milieux sociaux restreints.

Il est difficile de se montrer critique à l'égard d'un livre aussi nécessaire et important. Évidemment, l'on aurait aimé que certaines de ses analyses fassent l'objet de présentations plus élaborées (celle d'Hamelin et Garon et celle de Chaloult par exemple), et qu'il inclut des études sur la participation électorale, la distribution géographique du vote, ainsi que des éléments de cartographie électorale. Enfin, n'eut-il pas été souhaitable qu'apparaissent en annexe les résultats électoraux en chiffres absolus et non seulement en pourcentages ? Mais ce qui est souhaitable n'est pas toujours possible, et il faut reconnaître que plusieurs des manques signalés ci-haut sont regrettés par le directeur de la publication dans son avant-propos.

Guy LORD

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.

Maurice PINARD, *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics,* Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall Inc., 1971, XXIII + 284 p.

L'acheteur éventuel, qui lit le titre de l'ouvrage et qui voit sur la couverture la photo d'une pancarte où est écrit « Trudeau we are behind you all the way », se demande sans doute de quel tiers parti et de quelle crise il s'agit. S'il feuillette le livre, il se rendra compte qu'il s'agit de la montée du Crédit Social au Québec, lors des élections fédérales de 1962. Que cette montée ait provoqué une crise semble toutefois douteux...

Le contenu du livre est donc assez mal identifié par son titre et sa couverture. C'est même une des principales réserves qu'on peut formuler contre l'admirable ouvrage qu'a produit Maurice Pinard. Dans sa préface, le professeur Neil J. Smelser a bien souligné les principales qualités de cette monographie : à-propos théorique, choix judicieux des hypothèses, souci constant de la vérification, et imagination empirique. Il formule également quelques réserves. Elles montrent qu'il a conservé sa liberté de jugement envers un ouvrage inspiré en bonne partie de sa propre théorie du comportement collectif.

Pinard part en effet des six déterminants dont la combinaison permet d'après Smelser, d'expliquer un type spécifique de comportement collectif. Le premier déterminant, de caractère structural, est traité sous le titre des conditions politiques à la montée du Crédit Social. Il s'agit de la « conductibilité » structurale (*structural conduciveness*) que le système des partis offrait à l'apparition d'une nouvelle formation partisane. Pinard expose et vérifie entre autres une thèse originale qui veut que la montée d'un tiers parti, dans un système jusque là bi-parti soit conditionnée par la faiblesse constante d'un des deux partis traditionnels, et plus précisément par son incapacité à retenir le vote d'au

moins un tiers des votants. La vérification est faite pour les cas canadiens, provinciaux et fédéraux, avec quelques raffinements à la thèse qui permettent d'expliquer, par exemple, pourquoi une soudaine resurgence du parti faible est parfois suivie de la montée d'un tiers parti (ce fut le cas au Québec, de 1958 à 1962, au plan fédéral). Pinard a l'humilité de reconnaître, dans une note de dernière heure, que les élections provinciales de 1970, au Québec, infirment sa thèse. Deux tiers partis importants obtiennent plus du tiers des votes exprimés, même si les deux partis traditionnels avaient toujours obtenu chacun, depuis la formation de l'Union Nationale, plus du tiers des votes. Pinard semble attribuer cette exception de taille à des phénomènes de *leadership,* fort dans le P.Q. et faible dans l'U.N., ce qui n'apparaît pas très convaincant.

La partie suivante est consacrée aux facteurs sociaux et économiques de la montée du Crédit Social. C'est l'occasion pour Pinard de traiter d'au moins trois autres des déterminants de Smelser : les tensions structurales, une croyance généralisée (*generalized belief*) qui porte sur les sources de tensions et sur leur solution, et l'action mobilisatrice du *leadership.* Il est impossible de donner ici une idée complète de la richesse des analyses de l'auteur. Signalons seulement quelques-unes des conclusions les plus originales auxquelles il parvient.

L'une d'entre elles met en pièces le jugement de plusieurs commentateurs et analystes selon lequel ce seraient les électeurs les plus démunis qui auraient appuyé le Crédit Social. Pinard montre que ce sont plutôt ceux dont la situation économique avait empiré au cours des dernières années. Il écrit à ce sujet : « We do not claim that poverty *per se* is a source of radicalization ; on the contrary, it has often been observed to be a condidition of stability. But when the economic conditions of large groups in the population worsen, the likelihood and chances of a political movement are at their best » (p. 100). À cet égard la relation entre l'ampleur du chômage dans les familles et l'appui du Crédit Social est particulièrement significative.

Pinard montre aussi que la clientèle électorale du Crédit Social de 1962 était relativement jeune. D'après le sondage qu'il utilise, et qui fut fait un peu après l'élection fédérale, 38% des électeurs âgés de vingt-quatre ans ou moins avaient appuyé le Crédit Social, contre 14% seulement des électeurs de soixante ans ou plus. Une analyse plus raffinée montre que chez les électeurs partisans, les jeunes appuient d'autant plus le Crédit Social qu'ils sont des *leaders* d'opinion, ce qui n'est pas vrai de ceux qui ont trente-cinq ans ou plus. Tandis que chez les non-partisans les créditistes sont toujours plus nombreux chez les *leaders* d'opinion que chez les autres. Comme le note Pinard ces résultats exigent des analyses plus poussées. Elles permettraient peut-être d'éclairer la zone encore obscure où se recouvrent les phénomènes d'action partisane et de leadership d'opinion.

Pinard veut aussi atténuer le caractère idéologique de la montée du Crédit Social, ou mieux la correspondance qu'on peut croire nécessaire entre l'idéologie officielle d'un mouvement et les caractéristiques socio-économiques ou encore les attitudes psychologiques de ceux qui l'appuient. Le Crédit Social a une idéologie de « droite » mais il a trouvé de meilleurs appuis en 1962 chez les ouvriers qui s'identifiaient à la classe ouvrière ou qui appartenaient à un syndicat, que chez ceux qui n'avaient pas cette identification ou cette appartenance. De plus l'étude des attitudes, qui est faite au chapitre 12, montre que les électeurs créditistes ne sont pas plus conservateurs que les autres. Selon Pinard la classe ouvrière dans nos sociétés est disponible pour les partis de « gauche » et les partis de « droite » à la fois. Ce n'est pas tellement une idéologie qui peut la mobiliser,

qu'une « croyance généralisée » dans les vices du système et dans une solution globale propre à les corriger.

Une autre partie du livre traite de la société de masse et des mouvements politiques. C'est sans doute la plus ambitieuse sur le plan théorique. Pinard s'en prend à la proposition dominante de la théorie de la société de masse, formulée principalement par Kornhauser. Selon cette proposition le comportement et les mouvements de masse dans la société moderne seraient dus à la faiblesse des fonctions d'intégration sociétale, et plus spécifiquement au manque d'organisations intermédiaires capables de remplir ces fonctions d'intégration. Pour Pinard cette théorie ne voit que la fonction de freinage des mouvements de masse, remplie par les organisations intermédiaires, alors qu'elles peuvent fort bien remplir également une fonction d'accélération ou de mobilisation. Dans le cas du Crédit Social tout au moins, la participation aux groupes primaires et aux groupes secondaires semble avoir favorisé tout autant sinon plus l'accélération que le freinage.

Pinard accumule plusieurs éléments de preuve en faveur de sa reformulation de la théorie de la société de masse, mais sa démonstration ne nous convainc pas tout à fait, même si on a le sentiment (ou l'expérience) que sa thèse est supérieure à celle de Kornhauser. Cette faiblesse ne tient pas au manque d'ingéniosité de l'auteur ; on a plutôt le sentiment qu'il est un peu trop ingénieux dans l'utilisation des données dont il dispose. Une règle de méthode veut qu'on aille chercher les données dont on a besoin selon la technique la plus directe qui soit possible. Si la technique du sondage est la meilleure qui soit pour obtenir certaines données socio-économiques sur la « participation » des individus aux groupes statistiques ou tertiaires, ou encore des données sur les attitudes, elle est bien inférieure aux études sur le terrain pour la cueillette de données sur le comportement, et plus spécialement sur les comportements de participation aux groupes primaires ou secondaires. Quand par exemple Pinard construit un indice de climat dans les groupes primaires, à partir de l'occupation plus ou moins concordante avec celle de l'informateur des trois meilleurs amis de celui-ci, on peut se demander avec raison s'il n'y a pas de meilleures façons de s'y prendre pour mesurer ce dont il est question. Au total, les témoignages de participants ou d'observateurs proches du Crédit Social, ainsi que les constatations faites à la suite d'études sur le terrain, sont beaucoup plus convaincants que les constructions plus ou moins contournées de l'auteur.

Notons enfin que les dernières pages du livre, où Pinard risque quelques précisions, convaincront une fois de plus le « lecteur moyen » que les spécialistes des sciences sociales sont beaucoup plus habiles à expliquer ce qui est arrivé qu'à prévoir ce qui va arriver. Cette infirmité semble d'ailleurs tout à fait normale dans l'état actuel de nos sciences. On peut même se demander si elle pourra jamais être surmontée.

Quoi qu'il en soit, redisons en terminant toute l'admiration qu'on doit porter à ce livre, fruit d'une longue patience et d'une méthode toujours bien informée. Cet ouvrage montre ce que peuvent apporter à la connaissance des sociétés les spécialistes des sciences sociales, quand ils ne succombent pas à la tentation d'être, à la place des journalistes, les interprètes du quotidien.

Vincent LEMIEUX

Département de science politique,
Université Laval.